



## SAINT-DENIS CANTON NORD-EST

Franc-Moisin/Bel-Air, Floréal-Saussaie-La Courtille, St-Rémy, Cosmonautes, Joliot-Curie, Centre-ville, Allende, Vert-Galant, Stalingrad, Gabriel-Péri, Politzer, Mutuelle, Cachin, Chantilly, Romain-Rolland, Langevin, .

Sept-Oct 2010

### Edito

Pour la deuxième fois depuis mon élection comme Conseiller général du canton Nord Est, je vous invite à une rencontre festive et conviviale pour vous rendre compte de mon activité, en débattre avec vous, recueillir vos avis et échanger ensemble sur la situation en Seine Saint Denis.

Je tiens à ces rencontres auxquelles je m'étais engagé, qui viennent compléter mes audiences et les échanges sur le canton. Elles me permettent de rester à votre écoute et de porter vos besoins, vos attentes au sein de l'Assemblée départementale.

Je compte sur vous : votre participation donne plus de force à mon engagement et aux actions à mener pour améliorer les politiques publiques à destination des habitants.

Aujourd'hui, la lutte est plus que jamais nécessaire, pour sauver nos retraites. Le gouvernement s'attaque à la retraite à 60 ans qu'il repousse à 62 ans et veut obliger ceux qui n'ont pu cotiser la totalité des trimestres à travailler jusqu'à 67 ans pour toucher un taux plein. Après une précédente réforme qui n'a pas réglé le problème mais qui a allongé la durée de cotisation.

Ceci reviendra à travailler jusqu'au bout de nos forces ou à subir des baisses de pension s'il n'a pas été possible d'avoir une carrière complète. Ce qui est particulièrement le cas de nombreuses femmes

Et pour rajouter à l'injustice, les travaux pénibles et insalubres ne seront plus reconnus comme ouvrant droit à une retraite « anticipée » : seules les invalidités déclarées seront reconnues.

Le Parlement a voté mais la mobilisation se poursuit : il est possible de faire céder ce gouvernement. Et de bloquer d'autres mauvais coups, car après les retraites, ce sera le tour du déficit de la Sécurité sociale qu'il faudra combler en faisant payer les mêmes : NOUS !

Ce pouvoir est au service des finances, des banques et de la fortune. Ils nous ont plongés dans la crise et ils veulent nous la faire payer pour garantir et gonfler leurs profits.

Car au même moment, le fameux bouclier fiscal permet aux plus fortunés de ce pays de toucher un chèque de remboursement des impôts de 362 000 € en moyenne pour chacun.

C'est leur régime, leur gouvernement et ils entendent bien que cela dure. C'est ce que montre le scandale Woerth/Bettancourt etc... où le nom du Président de la République apparaît de plus en plus.

C'est pour changer cela que je me suis engagé en politique tout en recherchant des formes nouvelles permettant à tous ceux, particulièrement les jeunes et les habitants de nos quartiers, qui ne se reconnaissent pas ou plus dans la gauche actuelle, de retrouver le chemin de l'action et du vote pour, tous ensemble, gagner une vie meilleure.

Les choses peuvent changer dans le bon sens, il faut y croire et construire ensemble.

Bally BAGAYOKO

### Jean Lurçat renait

- o La mairie a délivré le permis de construire,
- o Attribution des marchés aux entreprises,
- o Le chantier a démarré, avec la pose de la 1ère pierre le 20 septembre 2010.

La concertation se poursuit avec l'ensemble des acteurs concernés sur l'organisation du chantier, afin de limiter les nuisances, garantir la sécurité et la tranquillité de tous, tout en permettant de garantir la livraison du nouveau collège début 2012, et mi-2012 pour les installations sportives et l'internat d'excellence.

Ces investissements nécessaires permettront à tous les collégiens (ennes) de débiter pour certains, et finir pour d'autres une scolarité dans de meilleure condition et par conséquent sera un levier pour stopper la baisse des effectifs dans cet établissement.

Maintenons la vigilance pour aboutir enfin à ce que nos enfants rentrent dans un Collège Jean Lurçat, tout neuf et que l'Education Nationale ait un traitement plus respectueux des populations de notre territoire !



“Je vous interdis de rigoler à la vue de cette photo, car cela s'appelle de la discrimination”

### Faisons Ensemble le bilan de l'année 2010

Comme en 2009, je vous invite à faire le bilan 2009-2010 de mon travail au sein du Conseil Général, lors d'un moment festif aux couleurs des Indépendances des Pays d'Afrique :

**le 15 Octobre 2010 à 18h30 à la Maison de la Jeunesse,  
place de la Résistance et de la Déportation,  
93200 Saint-Denis.**

## LE SAVIEZ-VOUS ?

### Avenue Lamaze



Le 17 septembre 2010 à la demande du collectif Lamaze, une rencontre a eu lieu avec Corinne Valls, Josiane Bernard et moi-même, vices Présidents du Conseil Général.

Suite à l'intervention du collectif,

le Conseil général s'est engagé à :

- contribuer aux études de faisabilité
- proposer un référent pour suivre ce dossier
- interpellier l'Etat pour qu'il assume ses responsabilités sur l'infrastructure, qui lui appartient.

### PMI SEMARD



Le 18 Septembre 2010 a eu lieu l'inauguration de la reconstruction de la PMI Sémard, qui a bénéficié d'une aide financière du Département.

### LES GENS DU VOYAGE



Depuis des années les résidents du terrain situé rue Guynemer appartenant au Conseil Général, attendent avec impatience la réalisation du projet d'habitations dignes et plus confortables. Après mes multiples interventions aux côtés de la ville et de l'agglomération, en direction du Président du Conseil général, une décision définitive, qui irait dans le sens de la réalisation effective de cet ensemble d'habitat devrait être rendue

## Budget Départemental : Exigeons le rétablissement

Le budget 2010 de la Seine Saint Denis a bénéficié d'une couverture médiatique exceptionnelle.

Depuis le temps que le gouvernement transfère sur les collectivités locales les charges dont il se débarrasse sans les rembourser, il arrive un moment où il n'est plus possible de construire des budgets répondant aux besoins, ni même tout simplement de les monter.

C'est le point où nous sommes arrivés en Seine Saint Denis sauf à sacrifier le service public départemental, supprimer des services et des actions, réduire l'investissement tout en augmentant les impôts.

Dans un premier temps, le Président du Conseil Général proposait d'équilibrer le budget en supprimant des services, dont le coupon informatique, le remboursement pour tous de la Carte imaginR à 50 % et toute une série d'économies en investissement ou en fonctionnement.

Avec mon groupe nous avons proposé de demander à l'Etat une dotation spéciale permettant d'équilibrer le budget. C'est cette position que le Président Bartolone a finalement acceptée avec le Groupe socialiste, mais en maintenant des coupes sur la carte imaginR, l'acquisition des ordinateurs pour les élèves de 6ème et la carte améthyste, qui apportaient une véritable amélioration du pouvoir d'achat de beaucoup d'entre vous.

Je me suis battu avec mes collègues du groupe, afin que ces décisions douloureuses pour les familles soient annulées. Hélas nous n'avons pas été entendus et le budget fut approuvé par le seul groupe socialiste.

Parce que je suis convaincu que ces choix sont injustes, avec mes collègues F. Haye et A. Taibi, nous avons pris l'initiative d'une pétition que je vous invite à signer si ce n'est déjà fait. Elle sera remise au président du Conseil Général et à l'Etat qui sacrifie les dépenses publiques, supprime des postes d'enseignants, dans la police, la justice, la santé, et qu'il faut combattre et faire reculer. Faute de quoi, nous allons au devant de nouveaux sacrifices. Nous exigeons le rétablissement de ces aides aux familles.

La pression ne doit pas baisser, les batailles ne peuvent pas se limiter au strict temps budgétaire.

## Le Partenariat Public Privé : une solution pour les collégiens ?

Le Président du Conseil Général vient d'annoncer via le Parisien, un grand plan de construction, de rénovation et d'investissement dans les collèges. Ce plan qui n'a pas encore été discuté dans les instances du Conseil général appelle de ma part une série de questions que je souhaite mettre en débat avec vous et les représentants des parents d'élèves et des enseignants. Ce plan de 700 millions doit se réaliser sur la base d'un partenariat public-privé (PPP).

Une collectivité comme la nôtre, dirigée depuis toujours par la gauche ne peut y recourir sans débat, sans consultation des Séquano Dionysiens. Car si les banques sont intéressées à ces nouveaux montages, c'est que les profits sont certainement plus grands. La charge n'en sera que plus forte pour nos finances et se répercutera sur les impôts, avec une pression sur les dépenses de fonctionnement, mettant en péril le service public départemental.

Pourquoi ?

o Avec les Partenariats Public Privé, il s'agit de payer un loyer aux banques, à un taux supérieur aux emprunts bancaires. Soit environ 25 millions par an, sur 25 à 30 ans soit plus de 100 millions dans les poches du privé.

o Le budget 2010 a été adopté avec difficultés, hausse des impôts et coupes sévères (carte imagin R suppression du coupon informatique), car la charge d'emprunts ne pouvait être augmentée, les emprunts dits « toxiques » allaient peser dès 2011 de façon dramatique sur nos finances : il a donc fallu peser sur les dépenses de fonctionnement et limiter l'emprunt.

On voudrait nous faire croire que tout irait mieux aujourd'hui ? Ou bien va-t-on être contraints par ces PPP de recourir à une forme de crédit revolving, à des taux exorbitants ? Ce serait nous mettre dans les mains des banques et limiter nos capacités d'intervention dans les autres secteurs de l'action départementale, ce qui nous ramènerait à nos seules compétences obligatoires.

Le sujet est plus une question de contenu que de contenant uniquement. A l'heure où le gouvernement poursuit une politique de suppression de postes dans l'Education Nationale (16000 en 2010), ne risque-t-on pas de voir nos efforts annihilés par cette politique dramatique, qui pousse certaines familles vers le privé ?

Face à cet ambitieux plan d'investissement envisagé, il faut obtenir du rectorat et du ministère des garanties sérieuses, chiffrées et datées, pour que nos efforts ne soient pas vains et que l'Etat mette les moyens nécessaires à un meilleur fonctionnement de nos établissements, garantissant la qualité de l'enseignement. C'est un grand plan pour l'éducation en Seine Saint-Denis, qu'il nous arracher. S'agissant de l'assemblée départementale, nous devons, réaffirmer notre exigence du maintien de la compétence générale pour continuer à suivre l'ensemble des politiques publiques, qui soutiennent la jeunesse dans sa diversité (sport, culture, etc..).

### A VOTRE SERVICE

Je vous reçois sur rendez-vous : Les samedis de 9 heures à 15 Heures ; Mardis ou Vendredis de 17 Heures à 20 Heures 30.

En téléphonant au 01 49 33 63 58 ou 01 43 93 93 92

ou par email : [bbagayoko@cg93.fr](mailto:bbagayoko@cg93.fr); [bally.bagayoko@ville-saint-denis.fr](mailto:bally.bagayoko@ville-saint-denis.fr)

AUCUN APPEL OU EMAIL NE RESTE SANS REPONSE